



Appel intersyndical sur la souffrance au travail

Jeudi 3 octobre, les personnels ont rendu hommage à Christine Renon, avec dignité et détermination.

L'académie de Lyon n'est hélas pas épargnée par l'accroissement de la souffrance au travail que l'on constate dans toutes les académies en France. Burn out, propos suicidaires, alertes ou tentatives de suicides, arrêts pour dépression, épuisement mentale et physique, perte de sens, ... les manifestations de la souffrance au travail se généralisent et elles concernent tous les secteurs de l'Institution : directeurs et directrices d'écoles, professeurs, personnels administratifs, vies scolaires, et y compris les cadres, ...

Lorsque se manifestent un "management" agressif, visant à déstabiliser les repères professionnels, des injonctions hiérarchiques contradictoires et fluctuantes, des réformes incessantes et opposées, la pression aux résultats, les personnels sont placés dans une situation intenable. Le travail est empêché, et les personnes en pâtissent. La loi de transformation de la Fonction Publique, qui va accentuer ces dérives, doit être abrogée.

L'Education Nationale n'assure pas son devoir de protection de la santé physique et morale de ses personnels, conformément au statut et au code du travail. La médecine préventive est réduite à la portion congrue. Faire reconnaître les accidents de travail relève souvent du parcours du combattant

Les organisations syndicales demandent aux directeurs départementaux, au recteur, au ministre, de mesurer la gravité de cette situation et de prendre les décisions qui s'imposent pour que le travail, le professionnalisme, l'expertise et l'implication des personnels soit reconnue, respectée et encouragée à tous les niveaux.

- Cela suppose de mettre fin immédiatement à des situations d'autoritarisme et de harcèlement moral qui sont clairement identifiées, tant dans des circonscriptions du premier degré que dans des établissements du second degré ou dans des services administratifs.
- Cela suppose d'exiger des cadres de l'Education Nationale un soutien franc et effectif aux personnels confrontés aux difficultés quotidiennes, en particulier avec l'application systématique de l'article 11 du statut sur la protection du fonctionnaire.
- Cela suppose de renoncer à la suppression des CHSCT et la marginalisation du paritarisme, piliers de la démocratie sociale dans notre Institution et instances ayant fait la démonstration de leur pertinence dans la prévention, l'alerte et la régulation des difficultés sociales et professionnelles.
- Cela suppose de mettre en œuvre une véritable politique de santé au travail et de recruter des médecins de prévention pour répondre aux besoins des personnels et appliquer la réglementation, notamment s'agissant de la visite quinquennale.
- Cela suppose de mener des politiques publiques propices à un enseignement de qualité pour tous, permettant la baisse générale des effectifs par classe, le remplacement des personnels absents, le maintien d'équipes pluri-professionnelles permettant une prise en charge complètes des questions de jeunesse (psychologues scolaires, conseillers principaux d'éducation, assistantes sociales, médecins scolaires, personnels d'accompagnement, personnels de vie scolaire ...).
- Cela suppose également d'abandonner les contre-réformes mises en place par les gouvernements successifs (loi Blanquer, réformes du bac, Parcoursup...), contre-réformes qui remettent en cause l'école publique et qui aboutissent à une dégradation sans précédent des conditions de travail des personnels et parfois à des gestes désespérés.